



## Arrêt

n° 324 462 du 1<sup>er</sup> avril 2025  
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : chez Maître A. ALENKIN, avocat,  
Avenue Louise 390/13,  
1050 BRUXELLES,

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais  
par la Ministre de l'Asile et de la Migration

---

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1<sup>ère</sup> CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 juin 2024, par X, de nationalité arménienne, tendant à l'annulation de « *la décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois (sans ordre de quitter le territoire) (annexe 20), prise par la partie défenderesse en date du 25.04.2024 et notifiée au requérant en date du 07.05.2024* ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance n° X du 11 juin 2014 portant détermination du droit de rôle.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 février 2025 convoquant les parties à comparaître le 25 mars 2025.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me A. ALENKIN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINIER *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

**1. Rétroactes.**

1.1. Le requérant est arrivé sur le territoire à une date inconnue, accompagné de son père, de son frère et de sa sœur.

1.2. Par courrier du 4 novembre 2010, le requérant et sa famille ont introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée recevable en date du 17 janvier 2011 et non fondée le 29 août 2011.

1.3. Les 22 mars et 17 avril 2012, des ordres de quitter le territoire (annexes 13) ont été pris à l'encontre du requérant et de sa famille. Les recours contre l'ordre de quitter le territoire du 22 mars 2012 et la décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour du 29 août 2011 ont été rejetés par l'arrêt n° 169 066 du 3 juin 2016.

1.4. Par courrier du 20 avril 2012, le requérant et sa famille ont introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable en date du 31 mai 2012 et assortie d'un ordre de quitter le territoire.

1.5. Par courrier du 17 septembre 2012, le requérant et sa famille ont introduit une troisième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée non fondée en date du 16 octobre 2012 et a donné lieu à la prise de trois ordres de quitter le territoire. Le recours contre ces actes a été rejetée par l'arrêt n° 163 293 du 29 février 2016.

1.6. Par courrier du 23 mai 2013, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable et assortie d'un ordre de quitter le territoire en date du 3 octobre 2014 ainsi que d'une interdiction d'entrée de trois années.

1.7. Par courrier du 16 juillet 2013, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>bis</sup> de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 18 octobre 2013. Par un arrêt n° 156 332 du 10 novembre 2015, la demande de mesures urgentes et provisoires visant à voir statuer selon la procédure d'extrême urgence sur la légalité de cette décision a été rejetée. Par un arrêt n° 163 294 du 29 février 2016, le recours tendant à l'annulation de la décision précitée a également été rejeté.

1.8. Le 6 novembre 2015, il a été contrôlé par la police de la zone de Laeken. Un ordre de quitter le territoire avec décision de maintien en vue d'éloignement (annexe 13<sup>septies</sup>) et une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans (annexe 13<sup>sexies</sup>) ont été pris à son encontre. Par un arrêt n° 156 334 du 10 novembre 2015, le recours en suspension d'extrême urgence, introduit le 9 novembre 2015 contre les deux actes, a été rejeté.

1.9. Le 21 novembre 2015, il a refusé une première tentative de rapatriement vers l'Arménie.

1.10. Le 27 novembre 2015, il a introduit, au centre pour illégaux de Bruges, une demande de protection internationale. Il a renoncé à cette demande en date du 18 décembre 2015 et a déclaré vouloir retourner volontairement dans son pays d'origine. Sa demande de renonciation a été actée par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en date du 22 décembre 2015.

1.11. Le 11 décembre 2015, un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13<sup>quinqüies</sup>) a été pris à son encontre.

1.12. Le 23 décembre 2015, il a été rapatrié en Arménie.

1.13. Le 24 septembre 2016, il est revenu dans le Royaume muni d'un visa court séjour valable nonante jours.

1.14. Le 28 octobre 2016, il a introduit une demande de carte de séjour en qualité de membre de la famille d'une ressortissante française, qu'il a épousée en Arménie, ce qui a donné lieu à une décision de non-prise en considération au motif qu'il fait l'objet d'une interdiction d'entrée de deux ans toujours en vigueur. Cette décision a été déclarée nulle et non avenue le 10 août 2017 et une carte de séjour de type F lui a été délivrée.

1.15. Le 24 avril 2017, il a fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger en séjour illégal par la police de Molenbeek.

1.16. Le 2 janvier 2018, son enfant est né.

1.17. Le 9 février 2018, l'épouse du requérant a adressé un courriel à la partie défenderesse en vue de dénoncer un mariage gris avec le requérant et informer qu'une plainte a été déposée à l'encontre de son époux et que des démarches ont été engagées auprès de son avocat pour demander le divorce.

1.18. Le 9 mai 2018, il est donné instruction à l'administration communale de Jette d'informer le requérant qu'en vertu de l'article 42<sup>quater</sup> de la loi précitée du 15 décembre 1980, il est susceptible de faire l'objet d'un retrait de son titre de séjour et, dans le cadre de son droit d'être entendu, de l'inviter à fournir tous les documents utiles avant le 10 juin 2018.

1.19. Le 16 mai 2018, le rapport d'enquête a été envoyé à la partie défenderesse. L'épouse du requérant y a déclaré que son époux a quitté la résidence conjugale depuis le mois de janvier 2018. Le 5 octobre 2018, un nouveau rapport d'enquête sur la cellule familiale a été transmis à la partie défenderesse, lequel a confirmé l'absence du requérant au domicile conjugal.

1.20. Le 19 novembre 2018, un nouveau courrier recommandé lui a été adressé dans le cadre de l'exercice de son droit d'être entendu, l'invitant à transmettre tous les documents utiles avant le 25 décembre 2018. Ce courrier est revenu avec la mention « *non réclamé* ».

1.21. Le 28 octobre 2020, son épouse a donné naissance à un second enfant.

1.22. Le 12 juillet 2021, l'épouse du requérant a adressé un courriel à la partie défenderesse dénonçant une nouvelle fois qu'elle est victime d'un mariage gris et dans lequel elle expose les mauvais traitements subis, ainsi que les menaces venant du requérant.

1.23. Le 17 août 2021, un troisième courrier recommandé a été adressé au requérant dans le cadre de son droit d'être entendu l'informant d'un éventuel retrait de son titre de séjour et l'invitant à fournir avant le 3 septembre 2021 tous les documents utiles pour l'examen de son dossier. Ce courrier est revenu vers la partie défenderesse en date du 14 septembre 2021 avec la mention « *non réclamé* ».

1.24. Le 18 novembre 2021, une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 21) a été prise. Par un arrêt n° 276 734 du 31 août 2022, le recours contre cet acte a été rejeté.

1.25. Les 1<sup>er</sup> août et 11 septembre 2022, l'épouse du requérant a adressé une nouvelle lettre de dénonciation à la partie défenderesse.

1.26. Le 23 mars 2023, un ordre de quitter le territoire a été pris à son encontre.

1.27. Le 17 janvier 2024, l'ex-épouse du requérant a transmis à la partie défenderesse un jugement de condamnation à une peine d'emprisonnement de trente mois par le Tribunal correctionnel de Bruxelles, pour des faits de vandalisme au préjudice de son ex-épouse, de coups et blessures sur la personne de cette dernière et de leur fille commune, de pénétration illicite dans un immeuble au moyen de fausses clés, de harcèlement, et de coups volontaires avec circonstances aggravantes.

1.28. Le 31 octobre 2023, il a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union en sa qualité de père d'un enfant, né le 28 octobre 2020, de nationalité française.

1.29. En date du 25 avril 2024, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 20), notifiée au requérant le 7 mai 2024.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

*« En exécution de l'article 52, § 4, alinéa 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union introduite en date du 31.10.2023, par :  
[...]*

*est refusée au motif que :*

*□ l'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;*

*Le 31.10.2023, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité de père de (L.) F. L. D. C. (NN [...]) de nationalité française, sur base de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.*

*Selon l'article 43 §1er de la loi du 15 décembre 1980, le ministre ou son délégué peut refuser l'entrée et le séjour aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique.*

*L'intéressé est connu pour des faits d'ordre public grave et répétés. Il a fait l'objet des condamnations suivantes (casier judiciaire, ref. [...] date du 24/04/2024) :*

*-Condamnation du 26/06/2020 par le Tribunal correctionnel de Bruxelles pour coups et blessures volontaires ayant causé maladie ou incapacité de travail, envers époux ou cohabitant. Emprisonnement d'1 an avec un sursis de 3 ans et une amende de 400€ avec un sursis de 3 ans.*

*-Condamnation du 22/09/2022 par le tribunal de police de Bruxelles pour défaut d'assurance véhicule, l'auteur étant le détenteur ou conducteur. 800€ d'amende Déchéance du droit de conduire 3 mois toutes catégories, avec tous les examens. Police de la circulation routière et usage de la voie publique 240€ d'amende Déchéance du droit de conduire 15 jours toutes catégories. Défaute d'immatriculation du véhicule 80€ d'amende.*

*-Jugement du tribunal de 1ère instance francophone de Bruxelles (66ème chambre correctionnelle) du 29/09/2023 (Cause I 2021 - Cause II 2022 plusieurs faits de coups et blessures) pour coups et blessures volontaires avec la circonstance aggravante de récidive légale sur base de la condamnation du 26/06/2020 : Concerne Madame L. (F.) E. D. B. (NN [...]): 30 mois d'emprisonnement et 4000€ d'amende (peine de 2 mois subsidiaire).*

*Le juge relève : □ l'ensemble des faits ont été commis en état de récidive légale fondée sur le jugement du tribunal de 1ère instance de francophone de Bruxelles du 26/06/2020 :*

- La nature et la gravité des faits à user de violence totalement injustifiée à l'égard de son ex-compagne et de sa fille mineure ainsi que du compagnon de son ex-compagne, qui sont révélatrice d'un mépris à l'égard de l'intégrité physique d'autrui ;*
- Leur caractère incessable sur une période infractionnelle relativement longue des interventions policières répétées ;*
- Le mépris affiché par le prévenu pour les règles élémentaires de la vie en société notamment les notions de domicile et de vie privée ;*
- Les conséquences dommageables et traumatismes qu'un tel comportement peut engendrer tant sur le plan physique mais également psychologiques chez les victimes ;*
- Le manque total de remise en question ne rassure pas le tribunal quant à un éventuel risque de récidive.*
- Antécédents spécifiques du prévenu, en récidive légale qui attestent de son ancrage résolu dans la délinquance.*
- La circonstance que les faits de la Cause I ont été commis les jours qui ont suivi l'échéance des mesures alternatives à la détention préventive ordonné par le juge d'instruction ; ce qui ne fait que confirmer si besoin en était encore, le mépris souverain du prévenu pour les décisions des autorités judiciaires.*
- La peine prend en considération la durée de la période infractionnelle, rappelle le caractère inadmissible de son comportement et vise à lui signifier avec la fermeté requise que ne peut se résoudre par le recours à la violence. »*

*Il ressort des condamnations précitées que la personne concernée est en récidive légale. Il résulte des faits qui lui sont reprochés que son comportement est le reflet d'une répétition des infractions similaires d'une infraction précédemment et définitivement condamnée. La répétition de ces infractions constitue une circonstance aggravante propre à l'auteur de ces faits délictueux et qui se fonde sur sa tendance à la délinquance.*

*Rien dans le dossier n'indique que l'intéressé s'est amendé.*

*Ces éléments permettent de conclure que le comportement de la personne concernée est une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société et dès lors est suffisante pour refuser la présente demande de droit de séjour.*

*Lorsque le Ministre ou son délégué envisage de prendre une décision au paragraphe 1er de l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980, il doit tenir compte de la durée du séjour, de l'âge, de l'état de santé, de la situation familiale et économique, de l'intégration sociale et culturelle sur le territoire ainsi que de l'intensité des liens de la, personne concernée avec son pays d'origine.*

*Vu la persistance de l'intéressé à contrevenir au cadre légal belge, la durée de son séjour en Belgique (selon le registre national, il y est présent depuis 04/11/2010) n'entre pas en ligne de compte pour justifier le maintien de son titre de séjour des lors que votre présence constitue une menace réelle, actuelle et grave au sens des articles 45 de la loi du 15.12.1980. Les faits reprochés à l'intéressé constituent, par leur caractère répétitif, une atteinte grave à l'ordre public.*

*Concernant sa situation économique, Monsieur a commencé à travailler en date du 13/02/2023 ; selon les fiches de paie produites, il reverse le 1/3 de son salaire au S. afin de rembourser les arriérés de pension alimentaire de ses enfants ; Une seule année et demie de prestation de travail ne prouve pas que l'intéressé dispose d'une situation économique stable. En effet, il est resté en Belgique 13 années, il a été marié, a eu deux enfants et n'a jamais travaillé auparavant. Sachant qu'il est en récidive légale, le simple fait de travailler n'est pas un élément suffisant pour estimer qu'il ne constitue plus un danger pour l'ordre public.*

*L'intéressé est né le [...] et il n'a fait valoir aucun besoin spécifique lié à son âge.*

*Quant à son état de santé, il n'a produit aucun document évoquant un souci de santé actuel.*

*Concernant sa situation familiale, elle est examinée à l'aune de l'article 43 § 2 de la Loi et de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il ressort que l'intéressé a introduit une demande de séjour en qualité père d'un enfant mineur européen mais qu'il ne cohabite pas avec ce dernier.*

*En effet, si Cour Européenne des Droits de l'Homme considère qu'en cas de première admission sur le territoire, comme c'est le cas en l'espèce, il n'y a pas d'ingérence disproportionnée dans la vie privée et familiale du requérant et il n'est pas procédé à un examen de la vie familiale de l'intéressé sur base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH, la Cour considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou*

*familiale de l'intéressé (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas. § 63; Cour EDH 3 juillet 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas. §38.).*

*Que cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence.*

*En l'espèce, la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'Etat prime sur ses intérêts familiaux et sociaux : en raison des antécédents judiciaires de l'intéressé, la nature des faits et de son état de récidive légale, il y a lieu de craindre que celui-ci ne commette de nouveaux crimes et délits. La condamnation de l'intéressé à plusieurs peines de prison (voir ci-haut les 2 jugements) n'a en rien modifié son comportement violent. Son comportement constitue de manière manifeste un danger pour l'intégrité physique et psychique d'autrui. Bien que l'intéressé ait produit un jugement de garde, quelques photos avec sa famille ainsi que la preuve qu'il rembourse le S. pour les pensions alimentaires des enfants, il convient de souligner que des faits de violences graves ont été commis envers son ex-conjointe et sa fille.*

*Etant donné le passif correctionnel de l'intéressé, nous pouvons considérer qu'il existe un risque grave et actuel d'une nouvelle atteinte à l'ordre public. Considérant que la société a le droit de se protéger contre l'intéressé qui enfreint ses règles ; Considérant que l'ordre public doit être préservé. Le danger que l'intéressé représente pour l'ordre public, est par conséquent supérieur aux intérêts privés et familiaux dont il peut se prévaloir.*

*Au vu de ce qui précède, les conditions des articles 43 et 45 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.*

*La personne concernée est tenue d'apporter la preuve des éléments qui sont de nature à fonder sa demande, ce qui implique que la demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Il incombe donc à la personne concernée d'invoquer ou fournir d'elle-même l'ensemble des éléments utiles à l'appui de sa demande et il n'appartient pas à l'Office des étrangers de l'entendre préalablement à l'adoption de la présente décision.*

*« L'Office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, votre demande de séjour est rejetée. L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies. En cas de nouvelle demande de séjour, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire. L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande.*

*Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers ([www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be)) ».*

## **2. Exposé des moyens d'annulation.**

2.1.1. Dans ce qui apparaît comme un premier moyen intitulé « *Exposé du préjudice grave difficilement réparable* », le requérant invoque la violation de « *l'obligation de diligence juncto l'obligation de motivation matérielle* ».

2.1.2. Il rappelle avoir des contacts permanents avec ses deux enfants, raison pour laquelle il ne pourrait pas retourner en Arménie.

2.2.1. Dans ce qui apparaît comme deuxième moyen, il invoque un « *défait de minutie, non pris en compte de certains éléments identifiés explicitement à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980, intérêt supérieur des enfants et disproportion et violation de l'article 8 CEDH* ».

2.2.2. Il prétend que la partie défenderesse n'a pas pris en considération différents éléments imposés par le Législateur, à savoir le droit fondamental à la vie privée et familiale, l'intérêt supérieur de l'enfant, et l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 en ce qui concerne la minutie dans son application.

Ainsi, il précise que cette dernière disposition impose à la partie défenderesse de tenir compte, lors de la prise de l'acte attaqué, de la durée du séjour sur le territoire du Royaume, l'âge, l'état de santé, la situation familiale et économique, l'intégration sociale et culturelle dans le Royaume et l'intensité des liens avec le pays d'origine.

Il constate que la partie défenderesse manque d'éléments en vue de soutenir une menace actuelle car il n'entretient plus de relation avec son ex-épouse dans la mesure où ils ont arrêté de se fréquenter. Son ancienne compagne habite une autre ville depuis quelques mois alors qu'il est, lui-même, en partenariat avec une autre personne. Il ajoute que la partie défenderesse présente une « *prise en compte insuffisante, voire inexistante des éléments susmentionnés* ».

Il affirme que c'est à tort que la partie défenderesse a estimé qu'il n'y avait pas d'ingérence disproportionnée dans sa vie privée et familiale. En effet, il déclare qu'il est nécessaire d'examiner sa vie familiale sur la base du second paragraphe de l'article 8 de la Convention européenne précitée au motif que « *Pour l'application de la CEDH, un certain seuil de gravité est requis selon la jurisprudence, il doit y avoir une ingérence réelle dans la vie privée du requérant et cette ingérence doit atteindre un minimum de gravité. Dans le cas du requérant, le seuil de gravité est atteint, étant donné qu'il risque de ne plus jamais revoir ses enfants mineurs. L'intérêt supérieur des enfants n'est pas pris en compte non plus, les enfants sont habitués à faire des activités avec le requérant, ils ont vécu quelques années. Le requérant a toujours été présent dans leur vie. La séparation soudaine avec le requérant pourrait être traumatique pour les enfants* ».

Il ajoute que « (...) la Cour EDH dans son arrêt (Cour EDH, 19 mai 2016, Kolonja c. Grèce, §52 et 53) a considéré que l'expulsion d'un individu vers son pays d'origine constituait une violation de l'article 8 malgré une condamnation pénale en son paragraphe 52 et 53 (...) ».

Ainsi, il constate que sa situation est similaire à l'affaire précitée dès lors qu'il s'est vu accorder un sursis probatoire par le Tribunal correctionnel. Il précise être âgé de 34 ans et avoir passé le tiers de sa vie en Belgique de sorte qu'il ne ferait aucun doute que ce dernier pays constitue le centre de sa vie privée et familiale. Ainsi, la partie défenderesse a mentionné, dans l'acte querellé, qu'il est sur le territoire depuis treize ans et qu'il a une fille de six ans avec laquelle il a vécu dès sa naissance en 2018 jusqu'en 2022 et un fils de bientôt quatre ans.

Il souligne, en outre, que « *Même après la fin de la cohabitation de la cellule familiale, le [requérant] s'est acharné afin d'obtenir un hébergement secondaire de ses enfants car il veut continuer à être présent dans leur vie. Force est de constater le fait que les enfants passe beaucoup de temps avec leurs père (le requérant), pratiquement chaque week-end. [Le requérant] a beaucoup de photos (pièce 3) qui démontre le fait que ses enfants sont régulièrement chez lui. La cellule familiale est donc à considérer comme existante. Le requérant paye une pension alimentaire mensuelle à madame F. (anciennement L.).*

*Lors de la procédure de divorce, un accord relatif à l'autorité parentale et l'hébergement des enfants a été homologué par jugement du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles, Tribunal de la Famille, en date du 30.09.2021.*

*D'après cet accord homologué l'autorité parentale est conjointe. De plus l'hébergement secondaire a été accordé au [requérant], c'est à dire les week-ends paires les enfants résident chez [requérant].*

*Deuxièmement, un nouvel accord a été récemment signé par madame F. (anciennement L.) et [le requérant] à l'audience du 23 avril 2024 devant le Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles, Tribunal de la famille. L'accord concernait le partage des vacances.*

*L'avis du Procureur du Roi était favorable quant à l'autorité parentale conjointe car monsieur L. ne représente aucun danger pour ses enfants.*

*Actuellement, Madame F. (anciennement L.) et le requérant s'entendent bien et essayent ensemble de faire table rase du passé pour le bien de leurs enfants. [Le requérant] préfère tout de même garder ses distances mais entretenir une communication minimale avec madame F. (anciennement L.) pour la garde des enfants. L'entente reste fragile évidemment du à l'instabilité de leur relation passée. [Le requérant] joint à la présente requête les derniers messages positifs de madame F. (anciennement L.). ».*

**2.3.1.** Dans ce qui apparaît comme un troisième moyen, il invoque « *l'intégration sociale et culturelle* ».

**2.3.2.** Il relève que la partie défenderesse n'a abordé que très succinctement cet élément « *pour dire que sa condamnation pénale révèle un défaut d'intégration dans la société belge* ». Or, il rappelle qu'il réside en Belgique depuis quatorze ans, a des enfants mineurs, travaille, parle le français de sorte que son intégration est bien réelle.

Dès lors, il estime que ses condamnations sont insuffisantes pour remettre son intégration en cause. Selon lui, l'analyse de la partie défenderesse sur ce point serait incorrecte, incomplète et non pertinente.

**2.4.1.** Dans ce qui apparaît comme quatrième moyen, il invoque « *sa situation économique* ».

**2.4.2.** Il relève que la partie défenderesse n'a abordé que succinctement cet élément pour en conclure qu'il n'a fait valoir aucun élément en ce sens. Or, il estime que cela est faux dans la mesure où la partie défenderesse a prétendu qu'il ne travaille que depuis un an et demi.

Ainsi, il relève que l'acte litigieux indique « *Concernant sa situation économique, Monsieur a commencé à travailler en date du 13/02/2023 ; selon les fiches de paie produites, il reverse le 1/3 de son salaire au S. afin de rembourser les arriérés de pension alimentaire de ses enfants ; Une seule année et demi de prestation de travail ne prouve pas que l'intéressé dispose d'une situation économique stable. En effet, il est resté en Belgique 13 années, il a été marié, a eu deux enfants et n'a jamais travaillé auparavant. Sachant qu'il est en*

*récidive légale, le simple fait de travailler n'est pas un élément suffisant pour estimer qu'il ne constitue plus un danger pour l'ordre public ».*

Il précise qu'en 2015, il était associé au sein d'une entreprise qui a fait faillite suite aux problèmes liés à la pandémie de Covid-19. Or, il constate que la partie défenderesse a affirmé qu'en treize années, il n'a eu aucune situation économique alors qu'après quatre ans de présence, il a réussi à être associé dans une entreprise. En outre, il déclare avoir fondé une entreprise en 2019, laquelle a fait faillite en 2021 suite aux problèmes découlant du Covid-19.

Ainsi, il relève que la partie défenderesse a donc affirmé qu'il n'avait pas démontré son intégration et sa participation économique, lui permettant de mettre fin à son séjour à défaut d'une intégration économique. Il souligne qu'il a démontré sa participation économique autant en tant que salarié que comme indépendant. Il précise être actuellement un salarié depuis février 2023, avoir un contrat à durée indéterminée et travailler pour une SRL. De même, depuis le 9 juin 2023, il est également indépendant complémentaire et serait associé à la SRL et depuis le 13 février 2024, il est associé à une autre SRL.

Dès lors, il prétend avoir prouvé une participation économique actuelle en Belgique et son intégration à la vie économique et sociale de sorte qu'il dispose d'une situation économique stable.

Il constate que la partie défenderesse s'est limitée à la recherche des bases de données pour des salariés sans tenir compte que la participation économique inclut également des activités en tant qu'indépendant même par le passé.

Par conséquent, il considère que cet élément, qui devait être pris en compte pour l'exécution de l'article 42<sup>quater</sup> de la loi du 15 décembre 1980 a été nié par la partie défenderesse. L'acte attaqué se base donc sur une supposition incorrecte. Il existerait donc une méconnaissance de l'article 42<sup>quater</sup>, §4, 2° et 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

### **3. Examen des moyens d'annulation.**

3.1. S'agissant des moyens réunis, l'article 43, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 précise que « *Le ministre ou son délégué peut refuser l'entrée et le séjour aux citoyens de l'Union et aux membres de leurs familles :*

*1° lorsqu'ils ont eu recours à des informations fausses ou trompeuses ou à des documents faux ou falsifiés, ou lorsqu'ils ont eu recours à la fraude ou à d'autres moyens illégaux qui ont contribué à l'obtention du séjour ;*

*2° pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique ».*

Le second paragraphe de cette disposition indique que « *Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre une décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, il tient compte de la durée du séjour du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille sur le territoire du Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine ».*

L'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 doit être lu conjointement avec l'article 45 de la même loi, lequel vise l'ensemble des décisions prises sur la base des articles 43 et 44<sup>bis</sup> de ladite loi, et prévoit notamment ce qui suit :

*« § 1er. Les raisons d'ordre public, de sécurité nationale et de santé publique visées aux articles 43 et 44bis ne peuvent être invoquées à des fins économiques.*

*§ 2. Les décisions visées aux articles 43 et 44bis doivent respecter le principe de proportionnalité et être fondées exclusivement sur le comportement personnel du citoyen concerné de l'Union ou du membre de sa famille. L'existence de condamnations pénales antérieures ne peut à elle seule motiver de telles décisions. Le comportement du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille doit représenter une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société. Des justifications non directement liées au cas individuel concerné ou tenant à des raisons de prévention générale ne peuvent pas être retenues. [...] ».*

Quant à l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales, elle doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à

vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même : C.E., n° 147.344 du 6 juillet 2005).

3.2. En l'espèce, il ressort de l'acte attaqué que le requérant s'est vu refuser le séjour sur la base de l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980, en tant qu'ascendant d'un ressortissant français en date du 25 avril 2024.

La partie défenderesse a motivé sa décision au travers de constats qui ne font pas l'objet d'une réelle contestation de la part du requérant en telle sorte que ce dernier est censé y avoir acquiescé.

En effet, le requérant se contente d'indiquer qu'il ne constitue plus une menace actuelle dès lors qu'il n'entretient plus de relation avec Madame [F.], qu'ils ont complètement arrêté de se fréquenter, et qu'elle habite une autre ville alors qu'il est en partenariat avec une autre personne. A cet égard, le Conseil n'aperçoit aucunement en quoi ces allégations seraient de nature à remettre en cause l'appréciation du risque pour l'ordre public que le requérant constitue et qui, comme mentionné *supra*, n'a pas fait l'objet d'une réelle contestation.

Quant au fait que le requérant aurait une nouvelle relation, cette information n'a pas été communiquée à la partie défenderesse préalablement à la prise de l'acte attaqué en telle sorte qu'il ne peut être reproché à cette dernière de ne pas en avoir tenu compte à défaut d'en avoir eu connaissance en temps utile. Il en va de même quant au fait que le requérant entretiendrait des contacts limités avec la mère de ses enfants et que leur entente serait fragile à l'heure actuelle.

3.3. S'agissant du deuxième moyen, le requérant reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de son droit à la vie privée et familiale, de l'intérêt supérieur de l'enfant et de l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980.

Concernant la vie privée et familiale du requérant protégée par l'article 8 de la Convention européenne précitée, il ressort à suffisance de l'acte entrepris que ces dernières ont bien fait l'objet d'une prise en considération par la partie défenderesse qui a relevé qu'« *Il ressort que l'intéressé a introduit une demande de séjour en qualité père d'un enfant mineur européen mais qu'il ne cohabite pas avec ce dernier.*

*En effet, si Cour Européenne des Droits de l'Homme considère qu'en cas de première admission sur le territoire, comme c'est le cas en l'espèce, il n'y a pas d'ingérence disproportionnée dans la vie privée et familiale du requérant et il n'est pas procédé à un examen de la vie familiale de l'intéressé sur base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH, la Cour considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale de l'intéressé (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas. § 63; Cour EDH 3 juillet 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas. §38.).*

*Que cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence.*

*En l'espèce, la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'Etat prime sur ses intérêts familiaux et sociaux : en raison des antécédents judiciaires de l'intéressé, la nature des faits et de son état de récidive légale, il y a lieu de craindre que celui-ci ne commette de nouveaux crimes et délits. La condamnation de l'intéressé à plusieurs peines de prison (voir ci-haut les 2 jugements) n'a en rien modifié a son comportement violent. Son comportement constitue de manière manifeste un danger pour l'intégrité physique et psychique d'autrui. Bien que l'intéressé ait produit un jugement de garde, quelques photos avec sa famille ainsi que la preuve qu'il rembourse le S. pour les pensions alimentaires des enfants, il convient de souligner que des faits de violences graves ont été commis envers son ex-conjointe et sa fille.*

*Etant donné le passif correctionnel de l'intéressé, nous pouvons considérer qu'il existe un risque grave et actuel d'une nouvelle atteinte à l'ordre public. Considérant que la société a le droit de se protéger contre l'intéressé qui enfreint ses règles ; Considérant que l'ordre public doit être préservé. Le danger que l'intéressé représente pour l'ordre public, est par conséquent supérieur aux intérêts privés et familiaux dont il peut se prévaloir ».*

Dès lors, il ressort à suffisance de ces propos que la partie défenderesse a clairement expliqué les raisons pour lesquelles il ne convient pas d'examiner la vie familiale du requérant sur la base du second paragraphe de l'article 8 de la Convention européenne susvisée dans la mesure où il s'agit d'une première admission au séjour et qu'il n'existe donc pas d'ingérence dans la vie familiale et privée du requérant.

Concernant la référence à l'arrêt Kolonja c. Grèce de la Cour européenne des droits de l'Homme du 19 mai 2016, dont la situation mentionnée serait similaire à celle du requérant, cette comparaison est sans pertinence dès lors que l'arrêt précité vise la situation d'un immigré établi et que dans le cas du requérant, il se trouve en séjour illégal. En effet, même s'il a bénéficié par le passé d'un séjour légal, il y a été mis fin de manière définitive. Dès lors, l'invocation de cet arrêt s'avère sans pertinence.

Par ailleurs, la question de l'intérêt des enfants a été pris en compte, au vu des éléments dont la partie défenderesse avait connaissance lors de la prise de l'acte litigieux tel que cela a été démontré *supra*.



Enfin, l'acte attaqué n'est nullement assorti d'un ordre de quitter le territoire en telle sorte qu'il ne peut y avoir de séparation soudaine et traumatique du requérant et de ses enfants, comme il le prétend.

Dès lors, il ne peut être question de méconnaissance de l'article 8 de la Convention européenne précitée.

3.4. S'agissant du troisième moyen relatif à l'intégration sociale et culturelle, bien que le requérant n'y fasse pas mention de la violation d'une disposition ou d'un principe précis en telle sorte que le moyen doit être tenu pour irrecevable, il ressort d'une lecture bienveillante que ces éléments doivent être pris en compte au regard de l'article 43, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et de l'obligation de motivation formelle. Le requérant ne remet pas en cause le fait que la partie défenderesse a tenu compte de cet élément dès lors qu'elle relève que cette dernière a indiqué que « *sa condamnation pénale antérieure révèle un défaut d'intégration dans la société belge* ».

En ce que le requérant fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération le fait qu'il vit en Belgique depuis quatorze années, qu'il a des enfants mineurs, travaille et parle le français, ces allégations ne permettent pas de conclure à l'intégration réelle du requérant même si ces éléments ont été pris en compte dans le cadre de la motivation de l'acte attaqué.

Dès lors, le grief du requérant, selon lequel l'analyse de la partie défenderesse ne serait pas correcte, complète et pertinente, est dénué de fondement.

3.5. S'agissant du quatrième moyen relatif à « *la situation économique* » du requérant, il ressort des termes de l'acte querellé que celle-ci a fait l'objet d'une prise en considération par la partie défenderesse, laquelle a stipulé qu'il « *a commencé à travailler en date du 13/02/2023 ; selon les fiches de paie produites, il reverse le 1/3 de son salaire au S. afin de rembourser les arriérés de pension alimentaire de ses enfants ; Une seule année et demie de prestation de travail ne prouve pas que l'intéressé dispose d'une situation économique stable. En effet, il est resté en Belgique 13 années, il a été marié, a eu deux enfants et n'a jamais travaillé auparavant. Sachant qu'il est en récidive légale, le simple fait de travailler n'est pas un élément suffisant pour estimer qu'il ne constitue plus un danger pour l'ordre public* ».

En termes de requête, le requérant fait valoir son statut d'associé dans une entreprise depuis 2015, une faillite liée au Covid, la création de son entreprise en 2019 et la faillite de celle-ci en 2021, faisant valoir par ces éléments son statut d'indépendant. Or, ces informations n'étaient pas connues de la partie défenderesse préalablement à la prise de l'acte litigieux. En effet, il ressort des documents produits à l'appui de la demande de carte de séjour du requérant que ce dernier n'a fait valoir que son travail en tant que salarié dans le cadre d'un contrat de travail signé le 10 février 2023 ainsi que des fiches de paie qui y sont liées.

De plus, la partie défenderesse n'a pas été informée de son statut d'indépendant complémentaire depuis le 9 juin 2023 et de son statut d'associé au sein de la société [S.] depuis le 13 février 2024, ces informations ayant été produites pour la première fois dans le cadre de son recours.

Or, la partie défenderesse n'est nullement tenue de procéder à des recherches dans la base de données afin de déterminer si le requérant a exercé une activité en tant qu'indépendant. En effet, il appartient au requérant, d'initiative, de fournir toutes les informations qu'il juge utiles, ce dernier étant à l'initiative de l'introduction de sa demande de carte de séjour et ayant, de plus, été invité à plusieurs reprises à fournir des éléments justifiant la nécessité de rester en Belgique.

Dès lors, c'est à juste titre que la partie défenderesse a relevé que le fait de travailler, au vu des éléments dont elle disposait, « *n'est pas un élément suffisant pour estimer qu'il ne constitue plus un danger pour l'ordre public* ».

Enfin, le requérant déclare que la partie défenderesse n'aurait jamais dû lui retirer son séjour dès lors qu'il remplit les conditions édictées à l'article 42quater, § 4, 2° et 3°, de la loi du 15 décembre 1980. A cet égard, le requérant n'a pas intérêt à ce grief dès lors qu'il a fait l'objet, en date du 18 novembre 2021, d'une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire et que le recours contre celle-ci a été rejeté par l'arrêt n° 276 734 du 31 août 2022. Dès lors, la question de la révocation de son séjour a déjà été examinée précédemment.

3.6. Par conséquent, les dispositions et principes énoncés aux moyens n'ont nullement été méconnus. Les moyens ne sont pas fondés.

4. Au vu de ce qui précède, il y a lieu de mettre les dépens du recours à charge du requérant.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

La requête en annulation est rejetée.

## **Article 2**

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le premier avril deux mille vingt-cinq par :

M. P. HARMEL,  
M. A. IGREK,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,  
greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

P. HARMEL